

Unité départementale du Loiret
3, rue du carbone
CEDEX 2
45000 Orléans

Orléans, le 26/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MESNARD CATTEAU

45340 Saint-Loup-des-Vignes

Référence : 2024/048
Code AIOT : 0010001347

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2023 dans l'établissement MESNARD CATTEAU implanté 45340 Saint-Loup-des-Vignes. L'inspection a été annoncée le 12/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection avait pour objectif la vérification des mesures prises par l'exploitant pour satisfaire aux dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 08/07/2020 pris à l'encontre de la société MESNARD CATTEAU, dans un contexte d'instruction d'une demande d'autorisation environnementale en cours pour la régularisation des activités de la société. L'état d'avancement de la procédure d'instruction en cours a fait l'objet d'un échange au début de la visite avec le Président Directeur Général de la société.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MESNARD CATTEAU
- 45340 Saint-Loup-des-Vignes
- Code AIOT : 0010001347
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MESNARD CATTEAU exploite une usine de fabrication de moquettes et non-tissés aiguilletés, dont une partie est enduite avec de la résine et/ou du polyéthylène, dans la zone d'activités Les Blottins sur le territoire de la commune de SAINT-LOUP-DES-VIGNES.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites des arrêtés de mise en demeure et de prescription de mesures conservatoires du 08/07/2020 et du 24/11/2020

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, a également été évoqué l'application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 à l'analyse des substances per et polyfluoroalkylées (PFAS) dans les rejets aqueux des ICPE relevant du régime de l'autorisation.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Régularisation administrative	Code de l'environnement du 27/02/2020, article L. 512-1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	2 mois
3	Besoins en eau d'extinction et confinement des eaux d'extinction	AP Complémentaire du 24/11/2020, article 1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Lettre de suite préfectorale	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 4.1	Sans objet
6	Rétentions	Arrêté Ministériel du 04/01/2010, article 25	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	RIA et détection automatique incendie	Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 4.2	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	Désenfumage des locaux	Arrêté Ministériel du 25/07/2001, article 2.4	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

L'instruction du dossier de demande d'autorisation déposé par l'exploitant en vue de la régularisation administrative des activités qu'il exerce est en cours d'instruction. Le principal sujet porte sur les mesures à mettre en place pour que le site dispose des capacités en eau suffisantes pour lutter contre un incendie et des moyens pour les eaux d'extinction restent confinées sur site. Ces dispositions doivent être pensées dans un contexte évolutif où un projet de modification de l'outil industriel existant sera réalisé à court terme et où des réflexions sont en cours pour donner une autre orientation aux activités du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Régularisation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/02/2020, article L. 512-1
Thème(s) : Situation administrative, APMD du 08/07/2020 – article 1 – régularisation administrative
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/11/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 30/03/2023
Prescription contrôlée : <p>Sont soumises à autorisation les installations qui présentent de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>L'autorisation, dénommée autorisation environnementale, est délivrée dans les conditions prévues au chapitre unique du titre VIII du livre Ier.</p>
Constats : <p>(C1) La société MESNARD CATTEAU exploite des installations soumises au régime de l'autorisation sous les rubriques 2311-1 et 2330-1 sans disposer des actes administratifs requis. Toutefois, l'exploitant a déposé un dossier de demande de régularisation le 11/02/2021, consolidé et complété le 18/04/2023 en cours d'instruction.</p>
Observations : <p><u>Constat inspection du 27/02/2020 :</u> La société MESNARD CATTEAU exploite des installations soumises au régime de l'autorisation sous les rubriques 2311-1 et 2330-1 sans disposer des actes administratifs requis délivrés par le Préfet du Loiret. Arrêté de mise en demeure du 08/07/2020 (article 1) : régularisation administrative soit en déposant un dossier complet de demande d'autorisation environnementale dans un délai de six mois soit en cessant les activités non autorisées dans un délai de trois mois.</p> <p><u>Constat inspection du 6 avril 2021 :</u> Non-conformité NC1 : Le dossier de demande de régularisation initialement déposé le 11 février 2021 n'est pas complet.</p> <p><u>Constat inspection du 17 novembre 2022 / Visite effectuée avec le SDIS :</u> C1 - Le dossier de demande de régularisation initialement déposé le 11 février 2021 et complété les 10/12/2021 et 04/01/2022 n'est pas complet.</p> <p>Le dossier de demande d'autorisation environnementale a fait l'objet d'une nouvelle demande de complément en date du 17 janvier 2023. L'exploitant a déposé un dossier consolidé et complété le 18/04/2023.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : RIA et détection automatique incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/01/2000, article 4.2
Thème(s) : Situation administrative, APMD du 08/07/2020 – article 2
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/11/2022• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• date d'échéance qui a été retenue : 15/03/2023
Prescription contrôlée : <p>L'installation doit être dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none">- de robinets d'incendie armés,- d'un système de détection automatique de fumées avec report d'alarme exploitable rapidement. <p>[...]</p>
Constats : <p>Aucun écart constaté.</p>
Observations : <p><u>RIA</u></p> <p>Lors de la précédente inspection du 17 novembre 2022, la conformité initiale de l'installation RIA au référentiel APSAD R5 avait été établie (certificat N5 transmis). Ceci avait permis de lever une partie de l'arrêté de mise en demeure du 8 juillet 2020 (alinéa 1 de l'article 2).</p> <p><u>Détecteurs automatiques incendie</u></p> <p>Lors de la précédente inspection du 17 novembre 2022, le certificat Q7 daté du 15/11/2022 qui ne faisait pas état d'écart, mais indiquait l'absence de déclaration initiale pour le SSI.</p> <p>Lors de la visite du 24 novembre 2023, l'exploitant a précisé qu'il connaissait des difficultés à obtenir le certificat N7 malgré de nombreuses tractations avec son fournisseur. La connexion des détecteurs de fumées à la télésurveillance a été effectuée en juin-juillet 2023.</p> <p>Par courriel du 26/12/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection ce certificat :</p> <ul style="list-style-type: none">- installation de détection incendie mise en service le 02/03/2021 et réceptionnée le 29/03/2021- conformité référentiel APSAD R7 de juin 2021 avec surveillance totale. <p>L'alinéa 2 de l'article 2 de l'arrêté de mise en demeure du 08/07/2020 relatif à l'installation des systèmes de détection automatique des fumées avec report d'alarme conforme est satisfait.</p> <p>L'alerte fonctionne avec une centrale d'appel permettant de relayer l'alerte auprès des responsables du site. Un code transmis sur les téléphones portables des responsables informe sur la cause du déclenchement : intrusion, incendie ou déclenchement de RIA. Les responsables recevant l'alerte sur leur portable sont au nombre de 4 : le responsable production, 1 technicien et 2 programmeurs.</p> <p>Les moyens techniques et organisationnels mis en place pour exploiter rapidement une alerte incendie <u>en dehors des heures ouvrées</u> devront être précisés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 24/11/2020, article 1
Thème(s) : Situation administrative, APMD du 08/07/2020 – article 3 – Mesures conservatoires
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/11/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 30/03/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société MESNARD CATTEAU exploitant une usine de fabrication de moquettes et non-tissés aiguilletés, sise Z.A Les Blottins sur le territoire de la commune de SAINT-LOUP-DES-VIGNES, est tenue de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de transmettre à l'inspection des installations classées le calcul du dimensionnement de la ressource en eau nécessaire pour lutter contre un incendie de ses installations, conformément au guide technique D9, avant le 23 janvier 2021 ; - de transmettre à l'inspection des installations classées un calcul du dimensionnement du volume de confinement nécessaire pour contenir les eaux d'extinction potentiellement polluées lors d'un incendie des installations, conformément au guide technique D9A, avant le 23 janvier 2021 ; - de mettre en œuvre les travaux nécessaires en vue d'obtenir le volume en eau déterminé au point a) ci-dessus, avant le 23 avril 2021. - de mettre en œuvre les travaux nécessaires en vue d'obtenir le volume de confinement nécessaire déterminé au point b) ci-dessus, avant le 23 juin 2021.
<p>Constats :</p> <p>(C2) L'exploitant n'a pas fait les travaux nécessaires à l'obtention d'une part des ressources en eau suffisantes pour lutter contre un incendie sur le site et d'autre part du volume de confinement de ces eaux d'extinction.</p>
<p>Observations :</p> <p>Pour mémoire dans le cadre du dossier de demande de régularisation déposé le 11 février 2021, l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le calcul du dimensionnement de la ressource en eau nécessaire. Ce calcul n'a pas donné lieu à des remarques particulières de la part de l'inspection. Cette prescription est donc respectée, • le calcul du dimensionnement du volume de confinement, conformément au guide technique D9A. Cette prescription est donc respectée. <p>En revanche, s'agissant des deux autres prescriptions, les travaux nécessaires à l'obtention du volume en eau d'extinction et du volume de confinement de ces eaux d'extinction en cas d'incendie sur le site n'ont pas été effectués.</p> <p>En effet, dans le cadre de la mise à jour du dossier de demande d'autorisation consolidé, complété et déposé le 18 avril 2023, en réponse à la demande de complément de l'inspection en date du 17 janvier 2023, les besoins en eaux d'extinction et le volume nécessaire pour les confiner ont été ré-évalués.</p> <p><u>Ressource en eau</u></p> <p>Afin de répondre au besoin en eau, l'exploitant prévoit dans son dossier, la mise en place de deux réserves de part et d'autre de l'entrée du site. Lors de la visite, il s'est avéré que leur mise en place ne pouvait être effectuée au regard de la surface au sol nécessaire (capacité totale à installer supérieure à 700 m³). Or, le jour de la visite, suite à une remarque de l'inspection, l'exploitant a convenu que l'implantation de deux réserves de part et d'autre de l'entrée du site n'était pas</p>

envisageable aux emplacements mentionnés dans le dossier déposé (empiètement au sol trop important au vu de la superficie disponible).

Enfin, le volume d'eau nécessaire a été sous-évalué et par voie de conséquence la capacité des réserves d'eau prévues. Le poteau incendie de 16 m³/h ne peut pas être pris en compte dans le calcul car il ne présente pas un débit suffisant.

Rétention des eaux d'extinction

Concernant la rétention des eaux d'extinction, dans son dossier, l'exploitant prévoit des aménagements du bâtiment :

- réhausse des issues de secours de 21 cm ;
- pose de batardeaux au niveau des quais et des issues non étanches ;
- pose d'un obturateur gonflable dans les conduites en limite de site pour isoler les réseaux.

Le jour de la visite, les travaux n'ont pas été engagés. L'exploitant a présenté à l'inspection un devis non signé pour accord daté du 5 avril 2023 pour la pose et les essais associés à la mise en place de :

- 3 barrières manuelles pivotantes type T/MB VD (barrière verticale au repos, la barrière pivote manuellement de sa position de repos à sa position horizontale en se glissant dans un profilé U, remontée manuelle). Ces batardeaux serviront à l'obturation des portes rideaux du site (largeur de 2500 à 4700 mm - hauteur 200 mm) ;
- 24 barrières manuelles type T/MB S (barrière devant être placée manuellement entre deux guides latéraux montés de part et d'autre de l'ouverture) soit 19 batardeaux pour l'obturation des issues de secours du bâtiment (largeur de passage de 900 à 1600 mm - hauteur 200 mm) et 5 batardeaux pour les portes de plus grandes dimensions (largeur de passage de 3200 à 3500 mm - hauteur 200 mm) ;
- 3 plaques d'obturation.

Le coût de ces travaux est élevé soit de 86 390 euros TTC.

L'inspection des installations classées appelle l'attention de l'exploitant sur les délais de mise en œuvre de ce type d'équipements, qui plus est en situation d'urgence.

La mise en place de ces batardeaux nécessite des actions humaines. Aussi l'exploitant devra être particulièrement vigilant aux mesures organisationnelles à mettre en place en cas d'incendie au regard des délais d'intervention à respecter.

En outre, la visite a montré que la dalle du bâtiment était fortement fissurée dans une zone du fait du retrait gonflement des argiles.

Dans son dossier de demande d'autorisation, l'exploitant présente un calendrier de réalisation des travaux à effectuer :

- Pose des réserves d'eau : 6 mois après la parution de l'arrêté d'autorisation
- Réhausse des issues de secours : 3 mois après la parution de l'arrêté d'autorisation
- Pose des batardeaux : 3 mois après la parution de l'arrêté d'autorisation
- Pose des obturateurs gonflables : 6 mois après la parution de l'arrêté d'autorisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Désenfumage des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/07/2001, article 2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage des locaux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/11/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : /• date d'échéance qui a été retenue : /
Prescription contrôlée : <p>[...] Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. [...]</p>
Constats : <p>Aucun constat retenu.</p>
Observations : <p>Lors de la précédente inspection du 17 novembre 2022, une commande de trappe de désenfumage était masquée derrière des stockages rendant son accès compliqué en cas d'incendie.</p> <p>Lors de la visite, cette même commande était masquée par des palettes de rouleaux de moquettes.</p> <p>Sur remarque de l'inspection, l'exploitant a procédé immédiatement au déplacement des palettes de manière à pouvoir accéder à la commande.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences, directes ou indirectes, sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. [...]
Constats : (C3) Le plafond du local de la chaufferie identifié, dans le dossier de demande d'autorisation environnementale, comme un local à risque constitué de murs coupe-feu 2h, présentent des trous et des fissures ne permettant pas de répondre à ces caractéristiques de degré coupe-feu.
Observations : Dans le dossier de demande d'autorisation environnementale en cours d'instruction, le local abritant la chaufferie est identifié comme un local à risque présentant des murs coupe-feu 2h. Lors de la précédente inspection du 17 novembre 2022, l'inspection avait déjà identifié l'état du plafond de la chaufferie comme détérioré et comportant des trous et des fissures. Lors de la visite, ces détériorations sont toujours constatées par l'inspection. L'exploitant précise que la chaudière a été changée au mois de novembre 2023 ce qui a nécessité la création d'une ouverture dans le mur côté intérieur du bâtiment. Des travaux de maçonnerie sont en cours le jour de la visite au niveau de ce mur. L'inspection note que les travaux doivent se poursuivre en haut du mur le long de la poutre métallique afin d'englober celle-ci dans les travaux de réfection de manière notamment à créer une continuité et répondre aux caractéristiques d'un mur coupe-feu 2h. Concernant les dispositions constructives du local, l'exploitant transmettra à l'inspection le PV de réception actant les critères de comportement au feu du local.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/01/2010, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage produits polluants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>[...]</p> <p>La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>(C4) Les produits chimiques situés à proximité du local sprinkler ne sont pas disposés sur rétention.</p>
<p>Observations :</p> <p>Lors de la visite, il a été constaté que la présence de bidons des produits chimiques (antimousse et produit référencé SELBANA notamment qui semble être un lubrifiant) étaient disposés sur palettes et non sur rétention.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites